

Taxe d'accise—Loi

Des voix: Bravo!

Des voix: Démissionnez.

Une voix: Et votre chef?

M. Coates: Ne vous inquiétez pas pour notre chef, celui que nous avons pour l'instant vaut largement le vôtre.

Des voix: Bravo!

M. Coates: Nous pouvons vous prendre tous les jours de la semaine et même deux fois le dimanche. Je suis très heureux du chef que nous avons pour l'instant. En fait, il vaut tellement mieux que n'importe qui d'autre à la Chambre des communes que j'aimerais que le gouvernement ait la bonté de demander au public de se prononcer à nouveau; nous obtiendrions alors un gouvernement dont les politiques et les programmes iraient dans le sens d'une économie dynamique en laquelle tout le monde aurait confiance, et donneraient à la population le désir de travailler et la possibilité de trouver du travail.

Des voix: Bravo!

M. Coates: Voyons quelques-unes des politiques que nous pourrions proposer et qui permettraient d'offrir des emplois. Prenons par exemple le projet d'usine marémotrice de Fundy. C'est le genre de projet auquel le gouvernement pourrait participer et dont pourrait profiter la nation tout entière. Cette usine pourrait produire d'énormes quantités d'énergie dont nous avons terriblement besoin, et elle nous protégerait des risques que nous courons dans le domaine du pétrole et du gaz. Le gouvernement n'aurait plus besoin d'imposer une taxe d'accise de 10 cents par gallon d'essence dans l'espoir de convaincre les citoyens d'économiser l'énergie en la payant plus cher.

Nous avons besoin d'énergie, il n'y a pas d'autre solution, et nous avons dans le projet d'usine de Fundy un avoir national dont pourraient profiter tous les Canadiens. Qu'en pense le gouvernement? Nous avons réalisé deux études, et nous allons encore consacrer 3 millions de dollars à une nouvelle étude qui prendra encore deux ou trois ans, et d'ici là le coût de la construction de ce projet aura encore augmenté de 25 p. 100. Le gouvernement viendra alors nous dire qu'il est impossible de mettre ce projet à exécution parce que les coûts de construction sont excessifs, en particulier à cause de l'inflation.

Ce n'est qu'un exemple de projet réalisable. Mais il y en a des dizaines d'autres qui seraient avantageux pour le Canada, pourraient fournir des emplois dès maintenant et à long terme et assureraient un avenir aux personnes à la recherche d'un emploi. Dans notre région, les emplois disparaissent à cause de la politique du gouvernement, en particulier cette taxe d'accise sur l'essence que l'on vient de mettre en vigueur, politique qui supprime les emplois existants dans la région.

M. Muir: Le gouvernement ne pense qu'au Centre du Canada, il n'a rien d'autre à l'esprit.

M. Coates: Lorsqu'il a présenté son budget, il n'a même pas pensé au Centre du Canada, car les gens les plus durement touchés sont ceux qui vivent dans les banlieues et qui, pour se rendre à leur travail, doivent parcourir 15

[M. Coates.]

ou 20 milles en automobile, parce que le gouvernement n'établit pas de réseaux de transport rapide à leur usage. Tant que le gouvernement ne présentera pas une vraie politique permettant de remplacer l'automobile, l'absence de réseaux de transports comparables à ceux qui existent dans d'autres parties du monde obligera les Canadiens à utiliser plus d'essence que nécessaire.

C'est l'une des raisons pour lesquelles les députés de l'opposition estiment qu'il faudrait suspendre pendant six mois la proposition présentée par le ministre. En fait, il faudrait la suspendre si haut qu'elle aille sur la lune...

Des voix: Bravo!

M. Coates: Car c'est le seul endroit où elle pourra être utile.

Une voix: Ou encore la jeter dans la piscine du premier ministre.

M. Coates: Une piscine est vraiment une chose merveilleuse; sauf erreur d'ailleurs, celle du premier ministre est chauffée, il devra ainsi consommer un peu plus d'énergie. Ces luxueuses installations ont été offertes par des donateurs anonymes dont la population canadienne voudrait bien connaître les noms, mais le premier ministre refuse de donner ces renseignements. Il disposera d'une piscine olympique dans sa cour, alors qu'il y a des gens qui n'ont pas assez d'argent pour garnir leur garde-manger et survivre.

• (1720)

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. J'aimerais simplement faire remarquer au député que le débat porte sur la taxe d'accise.

Des voix: Bravo!

M. Coates: Merci, madame l'Orateur. Je parle des effets de l'inflation sur notre économie, et cette taxe de 10 cents de gallon d'essence n'a pas d'autre objet paraît-il. A notre avis, il y a d'autres moyens d'économiser l'énergie que de surcharger les travailleurs et les pauvres du pays.

Il y a des tas de possibilités dans l'application des taxes de ce genre. Mille et une solutions s'offraient au ministre. Il aurait donc pu mieux faire que d'imposer la perception de la taxe, en se réservant d'accorder de nombreuses exemptions. Beaucoup de gens vont ainsi se trouver à la merci des bureaucrates, comme toujours. Au lieu de réduire les effectifs de la fonction publique, cela va sûrement encore augmenter son travail. Il va falloir embaucher de nouveaux fonctionnaires à qui on demandera d'embêter leurs concitoyens, de les forcer à remplir des imprimés pour réclamer le remboursement des taxes que le gouvernement n'aurait pas dû percevoir. Avec ces taxes le gouvernement va faire de l'argent, mais une chose est sûre: il ne versera pas d'intérêt sur les montants à rembourser. Le contribuable sera toujours heureux s'il arrive à les récupérer. Dieu sait combien de temps il lui faudra attendre. Peut-être que s'il supplie assez longtemps, le ministre daignera alors lui dire que c'est pour bientôt. Tout est pour bientôt, mais il arrive que bientôt se fasse longtemps attendre, témoin certaines promesses faites par le gouvernement.